

Méditerranée : quel enjeu pour le XXIème siècle ?

Défis et enjeux du XXIème siècle ... Il semble que, au moins dans notre région, celle du bassin méditerranéen, l'enjeu majeur soit « d'accéder à une situation de stabilité, dans et pour la paix », et ceci au profit de l'ensemble des populations des pays riverains.

En effet, il s'agit bien d'un enjeu car, comme nous le verrons ensemble, les Méditerranéens ont beaucoup à gagner s'ils parvenaient à faire disparaître de leur région les différents foyers de crises qui enveniment les relations internationales. Mais ils ont encore plus à perdre s'ils devaient échouer dans cette démarche.

Il importe donc d'identifier avec détermination les orientations communes qu'il conviendrait d'adopter pour favoriser l'établissement de relations sereines et de confiance.

Sans doute sera-t-il raisonnable de progresser avec lenteur et prudence pour que l'échec ne vienne pas jeter la suspicion sur une démarche aussi importante pour l'avenir de la région ? La tâche n'est pas aisée car les intérêts croisés, voire contradictoires, sont nombreux et impliquent beaucoup de pays pas toujours riverains. Il serait cependant illusoire d'oeuvrer à la recherche de solutions aux tensions existantes sans prendre en considération la complexité des rapports en présence.

Mais surtout, au delà des manifestations de bonnes intentions, il est aujourd'hui, à la fois nécessaire et urgent, de s'engager dans des actions concrètes de coopération et de concertation, visant à établir et à pérenniser la confiance entre les différents acteurs. Peut-être, dans un premier temps, devront-elles être limitées à un premier cercle de pays riverains pour constituer une étape-laboratoire. En tous cas, cette confiance constitue la condition préalable essentielle à l'instauration d'un état de paix.

Les actions proposées dans la troisième partie de cet exposé relèvent de ce souci d'engager enfin une démarche commune, certes modeste mais concrète et réaliste. Elles pourraient composer un premier contrat de coopération entre nos pays.

1 - Paix et stabilité, un véritable enjeu pour le XXIème siècle

Une situation troublée

La Méditerranée présente la particularité de constituer à la fois la zone de rencontre entre Afrique, Asie et Europe, mais aussi celle des trois grandes religions monothéistes qui ont contribué à y entretenir, sinon à y créer, des cultures, des traditions, et des rapports humains différents, parfois même conflictuels.

Cependant cette région partage certaines valeurs, telle la famille, des habitudes de vie et des usages, ou encore le clientélisme qui conditionne tant de choses autour du bassin.

En revanche, on y trouve aussi des contrastes particulièrement frappant par la proximité géographique des espaces sur lesquels ils s'exercent et par l'importance du différentiel observé: forts taux de croissance démographique au sud et faibles au nord (taux moyen

d'accroissement de la population 1995-2000: 2,3 en Algérie contre 0,3 en France par exemple), coexistence entre des PIB par habitant parmi les plus élevés au monde (21.000\$) face à d'autres particulièrement faibles (3.000\$, la moyenne mondiale étant de l'ordre de 6.000\$). niveaux d'équipement d'infrastructure riche au nord et pauvre au sud, systèmes politiques complètement hétérogènes, économies de transformation opposées à des économies fondées essentiellement sur les ressources naturelles etc ...

C'est probablement dans ce constat qu'il faut rechercher les causes profondes des troubles qui agitent les rives de ce bassin méditerranéen. Car la région Méditerranée connaît bien une situation troublée qui contribue à freiner son évolution et tout progrès dans son développement:

L'Algérie est soumise à un conflit interne qui s'éternise. Les Balkans s'engluent dans des affrontements issus d'un autre âge que l'effondrement du bloc soviétique a permis de réanimer: Bosnie, Croatie, Serbie, Monténégro, Kosovo....

Le Liban, bien que la guerre civile ait pris fin, est l'objet de rivalités intérieures comme extérieures.

Plus largement le Proche Orient, après avoir espéré en l'avenir avec la conclusion des accords d'Oslo, retombe dans l'anxiété d'une surenchère politico-militaire émaillée d'incidents sanglants sous la pression de l'intolérance et des intégrismes.

La rivalité turco-grecque avec ses développements insulaires et chypriote contribue à soutenir un climat de crise permanente dont l'OTAN est régulièrement l'arbitre sous la férule américaine. Mais la Grèce est aussi confrontée aux tensions qui s'amplifient en Macédoine alors que la Turquie se heurte à la difficile question kurde.

Plus au sud, le gouvernement égyptien, aux prises avec des résultats économiques insuffisants pour répondre aux attentes d'une population toujours croissante, doit de plus répondre aux menaces de mouvements islamistes contestataires.

La Libye est toujours sous embargo alors que sa situation fait régulièrement l'objet d'agitations antigouvernementales.

Le reste du Maghreb s'efforce de faire route avec ténacité et détermination vers plus de démocratie et un meilleur niveau de vie pour sa population.

Au nord, les pays latins recherchent des solutions à la fois démocratiques et respectueuses des droits de l'homme aux défis d'une immigration toujours plus pressante.

D'autres sources de conflits potentiels pourraient encore être ajoutées à cette liste déjà longue: Albanie, Ceuta, Mellila, etc ...

Manifestement, la Méditerranée subit un nombre d'affrontements ou de tensions dont la densité est probablement la plus élevée dans le monde.

Fortement peuplée, à la fois disparate et homogène, particulièrement militarisée y compris du fait des nations non riveraines, carrefour de flux commerciaux impliquant de multiples pays (1/6 ème du trafic maritime mondial s'effectue à travers la Méditerranée et 1/3 du trafic pétrolier), proche des sources de marchandises précieuses, épices autrefois et pétrole aujourd'hui, cette région a toujours été, à travers les siècles, une zone de crises.

Les rares périodes de paix étaient dues à la mise sous contrainte des riverains dans des empires coloniaux: Rome ou autres. Dès l'écroulement de l'empire, les questions non résolues surgissaient à nouveau: Ex-Yougoslavie ...

Si les courtes périodes impériales peuvent apparaître comme fastes et bénéfiques, le retour aux situations d'instabilité et d'affrontements se fait toujours aux dépens des populations et pour le plus grand profit des nations non riveraines qui tirent avantage de l'affaiblissement des états méditerranéens occupés à leurs querelles.

Cette absence de paix engendre des handicaps

Ces multiples querelles constituent un frein au développement de la région.

Elles affaiblissent les moyens économiques de certains pays, en diminuent le potentiel humain et retardent leur évolution politique. Quant aux autres riverains, lorsqu'ils parviennent à ne pas s'impliquer directement dans ces querelles, ils peuvent en tirer un avantage à court terme mais sont rapidement rattrapés car les liens économiques, humains, culturels et politiques sont trop imbriqués, tout autour du bassin méditerranéen, pour qu'aucun pays puisse parvenir à s'isoler réellement. Nul riverain ne peut se désintéresser de la qualité de l'équilibre global sauf à le confier à une puissance capable d'imposer sa volonté à l'ensemble.

Le Liban a connu quinze années de guerre durant lesquelles une grande partie de ses infrastructures ont été détruites tandis que le PIB par habitant chutait de 5% par an. Le réseau électrique de Beyrouth, par exemple, est dans un état consternant qui nuit considérablement au fonctionnement des installations de production, la plupart des services publics sont encore en cours de reconstruction. La Bosnie a vu nombre de ses villes et villages réduits à un champ de ruines tandis que, de 1990 à 1994, le PIB par habitant passait de 3.060 à 700\$. L'Algérie ne parvient pas à réduire sa dette tant l'effort de maintien de l'ordre est coûteux. L'Egypte connaît encore une dégradation de sa situation économique suite à la diminution de son activité touristique consécutive au dernier attentat de Louxor. La Tunisie et la Maroc ont connu des situations comparables dans le passé en raison d'actes terroristes ou de troubles sociaux.

Sur le plan humain, beaucoup d'hommes de ces pays ont choisi l'exil (par exemple 900 000 émigrés libanais en quinze ans sur une population totale de 3,5 millions), privant leur patrie de cerveaux ou de bras. La formation de ceux qui sont restés a été retardée ou dégradée quand ils n'ont pas été contraints d'apprendre contre leur gré des métiers utiles à la conduite de la guerre. Des universités ont fermé au Liban, des écoles ont suspendu leurs cours en Yougoslavie, des lycées et des facultés ont été soumis à des contraintes très éloignées des préoccupations pédagogiques en Algérie tandis que dans ce même pays, de 1993 à 1994, 600 écoles étaient incendiées.

Mais la perte humaine est également considérable: en Algérie, de 1993 à 1997 de l'ordre de 70.000 à 100.000 tués sur 28 millions d'habitants; au Liban, de 1975 à 1990, 150.000 à 200.000 morts; en Bosnie 250.000 morts en cinq ans pour une population totale de 3,4 millions.

Ces destructions creusent un peu plus les fractures existantes entre les diverses composantes des populations rendant plus lointaines encore les perspectives de réconciliation dans la paix.

Enfin, ces conflits qui s'éternisent engendrent des dégâts psychologiques difficilement réversibles. Qu'attendre d'une jeunesse libanaise née dans la guerre et qui, arrivée à l'adolescence, n'aura connu que la loi du plus fort ou celle du talion ? Comment un jeune Algérien peut-il imaginer les relations humaines quand il a vécu, entouré d'adultes méfiants et terrorisés, dans la hantise de subir les atrocités invraisemblables, constatés ou rapportés par des proches, que des voisins ont subis d'autres voisins ? Quel système de valeurs un jeune Palestinien peut-il adopter à travers les exemples que lui fournissent les différents camps de réfugiés qu'il a fréquenté ?

Les dégâts sont gigantesques et ils entraînent, par l'exportation de la violence, du crime, et des exactions d'autres excès ou intolérances en réaction.

Du point de vue politique, les situations de crises ou d'affrontement font le lit des interventions des puissances extérieures qui poursuivent leurs propres objectifs et s'emploient à défendre leurs intérêts. Une instabilité locale peut contribuer à neutraliser un tiers considéré comme gêneur ou concurrent. L'entretien d'une crise à un niveau choisi peut permettre de vendre des armes, de maintenir une présence politico-militaire, de contrôler un gouvernement débiteur, de contenir un pays tiers expansionniste ou encore de justifier une politique coercitive en un autre endroit.

Le recours à un « gendarme du monde » peut même apparaître comme la solution idéale à tous les maux...

Ainsi l'instabilité peut elle être entretenue pour le plus grand bien de certains et aux dépens des populations de la région.

La situation de crise entraîne également un retard dans l'évolution vers la démocratie. En effet, l'insécurité, la peur et la précarité permettent de justifier le maintien des pouvoirs forts et du clientélisme qui sont d'ailleurs réclamés par une partie au moins de la population qui développe frilosité et méfiance.

L'instauration des droits politiques, de la transparence, des droits de l'homme, et des libertés individuelles, même lorsqu'elle recueille l'assentiment général y compris des dirigeants est renvoyé à plus tard.

Dégradation du potentiel humain, effondrement des capacités économiques et accumulation de retards dans la maturité politique constituent les handicaps majeurs infligés aux pays des zones impliquées directement.

Pour autant, les autres pays du bassin ne peuvent pas se désintéresser de la situation. Cette instabilité entraîne pour eux aussi des conséquences désastreuses, à plus ou moins long terme.

Les échanges économiques sont nombreux et la prospérité des uns dépend de la capacité des autres à être clients. En quinze ans le pouvoir d'achat des Libanais a baissé de 50%. Certes ce pays ne constitue pas un client essentiel des pays européens, néanmoins la multiplication de ce type de dégradations dans une zone où les flux d'échanges intérieurs sont forts n'est pas sans conséquence sur les ressources des pays concernés.

Sur le plan humain le lien est encore plus important. L'instabilité de certaines zones engendrent des mouvements d'émigration puissants qu'il n'est pas aisé de contrôler. Ces flux créent des tensions dans les pays d'accueil tant du point de vue social qu'économique, au point d'accroître la perception d'insécurité des natifs et de soulever des difficultés de cohabitation.

L'exportation de la crise par le biais d'actions terroristes visant à impliquer, « volens nolens », les pays d'accueil représente un autre type d'interactions qui lient les différents riverains entre-eux.

Enfin, l'aspect politique n'est pas à négliger non plus. Non seulement il n'est pas très facile de traiter avec un gouvernement dont l'absence de caractère démocratique est dénoncé par la communauté internationale, mais en plus les interventions politiques des pays extérieurs à la zone se font généralement sans égard pour les intérêts des autres pays riverains. Il est alors d'autant plus difficile de faire entendre sa voix qu'en situation de tensions seule la force militaire potentielle, dans la mesure où elle peut représenter une aide le moment venu, est réellement un argument d'échange.

Le maintien d'une situation de crises multiples, chaudes, larvées ou potentielles, engendre bien des handicaps pour tous les pays riverains.

Que peut apporter la « stabilité dans la paix » ?

En revanche, l'établissement durable de la paix et de la stabilité dans la zone favoriserait l'initiative et l'esprit d'entreprise créant ainsi une synergie profitable au développement. Ces 50 dernières années de paix, sur ce vieux continent, autrefois agité de guerres périodiques, n'est ce pas là, la raison essentielle du récent enrichissement européen ? De la même façon le pays aujourd'hui le plus riche de la planète, les USA, est aussi celui qui a connu aucune guerre, ni aucune crise violente sur son territoire depuis plus de cent ans. Et le Japon ?

L'absence de trouble constitue également un atout dans le domaine des échanges. En effet, les flux commerciaux sont d'autant plus importants qu'ils ne sont pas soumis à des risques. La guerre Irak-Iran avait sensiblement réduit les échanges pétroliers avec le golfe et quelques années auparavant les menaces de minage de la mer rouge avaient contraint des navires de commerce à éviter cette voie maritime.

De même, l'activité touristique est d'autant plus florissante qu'elle peut bénéficier de quiétude. Les hommes eux-mêmes circulent et communiquent plus volontiers lorsqu'ils ne sont pas soumis aux menaces de violence.

Le Liban a retrouvé dès la fin des combats en 1990 l'espoir d'être à nouveau « la Suisse du Proche Orient » ayant l'ambition de fournir des services multiples et de constituer une passerelle entre Occident et Orient. Le temps des colloques et des séminaires revenait et avec eux le brassage d'idées mais aussi l'investissement et le progrès économique. Avant 1990 le PIB baissait de 5% par an, depuis il croit entre 7 et 10% par an tandis qu'en 1996 les Américains promettent une aide de 3 milliards de dollars..

La démocratie est également facteur de développement.

Certes les premières étapes peuvent paraître délicates à franchir et la consolidation demande des efforts importants. Néanmoins, des exemples récents nous montrent que ce choix est bon, ainsi que le soulignent nombre d'analystes, tels ceux de l'IFRI, dans le dernier rapport RAMSES 98: l'Amérique latine qui vient de connaître « près de 20 ans de transition vers la démocratie fait preuve d'une remarquable stabilité politique et s'affirme comme une zone économique pleine de promesses ».

La région a besoin de stabilité et de sérénité, préalable indispensable aux autres défis

La paix contribue donc à l'épanouissement et au bonheur de l'homme tandis que l'instabilité et l'affrontement engendrent la destruction matérielle, civique et morale des individus.

Même si en l'absence de sérénité il est possible de poursuivre un objectif économique ou culturel, il est certain que l'état de paix, et de stabilité des relations, entre les pays permet d'envisager d'y consacrer des moyens bien plus efficaces et d'en faciliter grandement le développement. L'observation du développement des Etats n'ayant que rarement connu la guerre sur leur territoire semble assez convaincant: Etats Unis d'Amérique, Canada, Australie, Nouvelle Zélande etc... En revanche, le retard pris, face à leur concurrents, par les pays connaissant des affrontements sur leur territoire est éclairant: l'Europe en 39-45, mais aussi les pays d'Amérique centrale et latine durant ces vingt dernières années ou encore certains pays d'Asie du sud-est

C'est à ce titre que « la stabilité, dans et pour la paix » se situe comme un préalable aux autres enjeux.

Cet enjeu est essentiel pour l'avenir du bassin méditerranéen car il conditionne son indépendance, la préservation de son identité dans la diversité des hommes qui l'habitent. Il importe donc de rechercher les moyens d'atteindre et de pérenniser cette « stabilité, dans et pour la paix »

2 - Les conditions préalables à l'instauration de la paix

Pour fonder la confiance: se connaître et se comprendre

Les crises et les conflits surgissent le plus souvent, dans des situations de difficultés particulières, de l'exploitation, à des fins politiques, d'une méfiance réciproque entre les ethnies ou les états. Celle-ci est alors, conjoncturellement amplifiée jusqu'à prendre une importance envahissante et à nourrir une haine suffisante pour jeter les hommes les uns contre les autres.

Au delà des guerres passées, les crises récentes de l'ex-Yougoslavie ou du Rwanda en sont des exemples démonstratifs. Même les conflits internes et les guerres civiles relèvent au moins partiellement de cette démarche. La méfiance, transformée en haine, reste l'un des meilleurs instruments de motivation dans la conduite de la violence armée.

Toutes les différences, religieuses, raciales, ou sociales sont alors exacerbées pour alimenter ce rejet de l'autre et accroître la fracture existante entre les groupes humains afin de dresser ces populations, auparavant pacifiques et dolentes, les unes contre les autres. Cette démarche est d'autant plus facile que les dites populations vivent préalablement dans une méconnaissance réciproque, entretenue par l'absence de relation, de contact et d'échange. La suspicion naît alors de l'incompréhension. L'inconnu engendre la crainte et permet tous les fantasmes. L'absence de référence ou d'expérience personnelle autorise toutes les manipulations. La méfiance est alors la règle.

Même la crise du golfe, débutée avec l'invasion irakienne du Koweït, qui a justifiée l'action internationale que l'on connaît, et qui se poursuit avec le maintien d'un embargo contesté, si elle ne relève pas complètement de la logique présentée, n'y est pas totalement étrangère. Elle mérite d'être analysée sous cet éclairage. Comment aurait-elle pu être conduite si les uns et les autres s'étaient mieux connus et n'avaient pas nourris des fantasmes, des appréciations erronées, des paris infondés et des manipulations reposants sur des diabolisations ridicules ?

Il semble important, pour diminuer le risque de crises, de favoriser l'établissement de rapports de confiance et pour cela de privilégier les occasions d'accroître la connaissance et la compréhension réciproque.

Pour entretenir la confiance: travailler en commun à des objectifs fixés ensemble

Le développement d'un climat de confiance ne se décrète pas, il s'acquiert lentement et patiemment par une succession d'actions élémentaires impliquant parfois un très petit nombre d'hommes qui viendront peu à peu grossir les rangs de ceux qui ont confiance en leur voisin. La tâche peut paraître à la fois fastidieuse et chimérique, pourtant c'est bien de ce processus que relèvent le rapprochement franco-allemand voulu en leur temps par le

général De Gaulle et le chancelier Adenauer, ou encore les accords d'Helsinki entre Est et Ouest.

Reste à identifier ces actions élémentaires. De nombreux domaines peuvent faire l'objet de cette démarche et il semblerait souhaitable de réunir des experts d'horizons différents pour établir la liste des initiatives à promouvoir dans ce sens.

Pour ma part je ne peux apporter de réponses que dans le domaine qui est le mien, la sécurité et la défense. De nombreuses voies peuvent être explorées, car ce domaine est particulièrement sensible aux questions de confiance. Combien de fois dans le passé la défiance entre deux états a-t-elle engendrée un affrontement aussi inutile que cruel ? Inde/Pakistan; Grèce/Turquie; Israël et ses voisins etc ...

La voie de la coopération paraît être celle potentiellement la plus riche. Elle permet de moduler les efforts en fonction de l'évolution des besoins ou des situations. Elle peut aussi donner lieu à des élargissements progressifs en sollicitant de nouveaux participants. Elle crée les conditions d'une planification, d'une programmation et d'un montage en commun associant les différentes parties.

La réflexion pourraient s'orienter selon les grands axes suivants:

- établir, ou conforter, un environnement relationnel confiant entre les riverains du bassin,
- développer l'échange de formation des hommes pour favoriser des démarches communes ou au moins concertées,
- valoriser les savoir-faire et les productions nationales respectives,
- promouvoir une meilleure connaissance respective des organisations et des acteurs chargés de coordonner les activités dans l'espace aéromaritime méditerranéen

3 - Concrètement quelles propositions ?

Complexité des interactions en Méditerranée, le risque de l'échec

La Méditerranée est un ensemble complexe où des intérêts différents sont en concurrence. Ils n'impliquent malheureusement pas les seuls pays riverains.

- Le Proche-Orient, Irak et Iran plus particulièrement, ne peuvent pas se désintéresser de cet espace. Il constitue en quelque sorte leur arrière-cour. Une partie du trafic marchand les concerne mais surtout la situation du théâtre libano-israélien a des conséquences évidentes sur leur propre sécurité et la sauvegarde de leurs intérêts.
- Les Européens y voient leur frontière sud. Les tensions appliquées autour du bassin rejaillissent fatalement sur la sécurité des pays du nord: Algérie, Ex-Yougoslavie, Grèce-Turquie, Chypre ...
- Les Russes considèrent que la mer Méditerranée est le prolongement naturel de la mer noire et à ce titre se qualifient de riverains du bassin. Leur ouverture sur les espaces océaniques passe en partie par le Bosphore. Leur approvisionnement d'importation est dépendant de la libre circulation des navires en Méditerranée orientale.
- Mais surtout les Américains, qui ont toujours entretenu des forces militaires importantes dans cette partie du monde, entendent rester maître, sinon des actions engagées, au moins des objectifs fixés à ces actions. Leurs intérêts nationaux, et plus particulièrement leur

dépendance du pétrole moyen-oriental, et leur allié israélien les conduit à rester très présent dans les affaires méditerranéennes où ils ne supporteraient pas que des initiatives étrangères puissent aller à l'encontre de leurs objectifs.

Il est donc illusoire de vouloir s'attaquer de prime abord à l'ensemble des questions méditerranéennes. La situation ne s'y prête absolument pas. Trop complexe, avec des interactions multiples, soumises à la défense d'intérêts croisés, contrainte par des accords discrets et pas toujours publics, impliquant des alliances imbriquées et des égoïsmes puissants, elle ne peut conduire qu'à des discussions évasives et à des décisions sans portée.

Vouloir embrasser, puis résoudre, toutes les difficultés ne peut conduire qu'à créer une nouvelle institution, lieu fort intéressant de débats intellectuels, mais sans capacité de proposition concrète face à la multiplicité des intervenants et de leurs intérêts souvent divergents.

La situation de la Méditerranée orientale est spécifiquement représentative de cette description. Il suffit pour s'en convaincre de dresser la liste des tensions et crises existantes et d'imaginer celles qui restent potentielles.

En revanche, le bassin occidental, un peu moins compliqué, et plus distant des affaires proche-orientales et donc des préoccupations américaines, pourrait être le théâtre d'une initiative multinationale visant à développer un nouveau concept de « mesures de confiance »

La recherche de solutions originales, ou tout simplement volontaristes, ne devrait pas se faire, pour autant, sans associer les partenaires éloignés précédemment cités. Cependant ces derniers, moins concernés, devraient être disposés à laisser une plus grande liberté de proposition et d'action aux pays riverains participants.

En tout état de cause l'échec ne devra pas être permis, au risque de voir la situation géopolitique locale empirer encore, car il s'agit bien d'un véritable enjeu pour l'avenir de cette région. Il importe pour cela de s'entourer de précautions et de s'assurer que les projets envisagés ne vont pas à l'encontre des intérêts des « invités » extérieurs et que ceux-ci ne seront pas tentés de « torpiller » avant même leur naissance les initiatives des riverains.

Une solution progressive, la politique de la « tâche d'huile »

La démarche proposée peut paraître réductrice à certains. On peut regretter qu'elle se limite à la moitié de l'espace méditerranéen, qu'elle semble ainsi entériner une partition contestable politiquement, géographiquement incohérente et humainement frileuse dans la mesure où elle paraît abandonner les autres populations à leur sort.

La Méditerranée reste un ensemble géopolitique et humain global et cohérent dont l'identité est forte. Les intérêts communs y sont nombreux et une véritable communauté d'affinités culturelles lie fortement les hommes qui y vivent, quelles que soit les particularités et les différences existantes: religions, régimes politiques, niveaux de vie...

Les principes moraux, certaines valeurs, le monothéisme, le climat, les habitudes alimentaires, les us politiques etc ... constituent une trame commune.

Les liens commerciaux, économiques, stratégiques et humains, à travers l'émigration, sont suffisamment intenses pour que toute décision d'un des pays méditerranéens dans l'un quelconque de ces domaines ait des répercussions dans les autres pays de la région.

Néanmoins, le bon sens face à la complexité de la situation impose de progresser par paliers. Le bassin occidental, dont les riverains appartiennent soit au Maghreb soit à l'Europe latine du sud, est située à la périphérie des plus grands problèmes de la région. Certes de graves crises l'agitent déjà, ou pourraient survenir dans un proche avenir. Elles impliquent cependant assez peu les grandes puissances extérieures à la zone qui de ce fait sont moins pressantes sur les initiatives locales. Enfin, les pays concernés ne connaissent pas aujourd'hui de différends entre eux suffisamment graves pour engendrer un refus de coopérer.

Il paraît donc tout à fait approprié de proposer des actions de coopération et de les limiter dans un premier temps aux pays riverains du bassin occidental de la Méditerranée. Certaines initiatives existent déjà et des projets se développent avec succès: exercices entre armées, stages, cours, audits, coopérants, visites, conférences, rencontres etc... La plupart sont cependant organisés en bilatéral.

Il faut à présent dépasser le niveau bilatéral et rechercher systématiquement la concertation à l'échelon du bassin. Les différentes propositions doivent s'appliquer au plus grand nombre des riverains du bassin si ce n'est à l'ensemble.

En effet, la politique « de tache d'huile » visant à s'appuyer sur l'exemplarité pour convaincre, puis attirer, les autres pays méditerranéens ne pourra être pratiquée que si les actions sont programmées et conduites à plusieurs. Les échanges bilatéraux, certes enrichissants, productifs, bénéfiques et porteurs d'espoir, relèvent bien d'une démarche comparable. Il est possible de s'en inspirer et même d'en tirer des enseignements et de l'expérience, mais ils sont insuffisants et restent suspects de répondre plus à des préoccupations individuelles plutôt qu'à un souci de sécurité collective.

Pour cela il conviendrait sans doute de proposer une conférence des chefs d'état des pays riverains de la Méditerranée occidentale visant à émettre une déclaration politique commune sur la volonté de créer les conditions « de stabilité, dans et pour la paix » dans le bassin considéré.

Cette déclaration pourrait instituer un programme de rencontres régulières entre ces pays, déléguées aux ministres concernés, soit au moins la Défense et l'Intérieur, pour que leurs administrations recherchent en concertation des actions communes pour atteindre le but fixé par les chefs d'Etats.

Le succès d'une telle démarche, pragmatique et progressive, ne manquerait pas de séduire d'autres pays qui, déchirés par des tensions inextricables, pourraient y voir un début de solution.

Cette approche en « tâche d'huile », qui s'inspire d'organisations dont la Méditerranée a souvent fait l'expérience quand elle n'était pas soumise à une puissance dominante: comptoirs phéniciens, beylicats ottomans, ports vénitiens, fondouks au Maghreb etc..., est la seule, semble-t-il, qui puisse apporter, petit à petit, des éléments de réponse aux questions infiniment plus complexes en traitant les difficultés les unes après les autres sans globalisation ou esprit de système.

Quelles actions tout de suite ?

- Etablir un environnement de relations internationales sereines dans le bassin

Il apparaît que bien des initiatives sont parfois interprétées comme autant d'actions inamicales simplement parce qu'elles ont été insuffisamment ou mal expliquées.

Ce fut notamment le cas lors de la création de l'EUROMARFOR, initiative espano-franco-italienne et portugaise qui fut ressentie dans une partie du Maghreb comme la mise en place d'un outil destiné à intervenir au sud.

A l'inverse certains achats d'armement au sud ont pu apparaître au nord de la Méditerranée comme accompagnant des projets hostiles à l'Europe du sud.

La première démarche consisterait à associer le plus souvent possible l'ensemble des pays riverains aux décisions prises lorsque elles peuvent donner lieu à interprétation, ou toucher des questions sensibles. Ce souci d'information réciproque devrait être permanent, il pourrait se concrétiser sous la forme d'invitations des correspondants habituels pour des visites ou des présentations.

Mieux encore, il pourrait être pris en compte à travers une institution méditerranéenne rassemblant largement l'ensemble des pays riverains, ou concernés, prévoyant des rencontres régulières d'échanges sur les projets en cours ou les dispositions à l'étude.

Une autre piste pourrait s'appuyer sur un renforcement des escales de navires de guerre et des échanges entre unités militaires. Ces activités particulièrement riches en matière de connaissance mutuelle entre des professionnels généralement méfiants, permet d'établir des liens de camaraderie qui pourront, le cas échéant, contribuer à maintenir une crise à son niveau le plus bas en cas de tension. La connaissance personnelle d'un intervenant dans la crise peut parfois éviter les méprises sur les intentions.

Ces échanges pourraient être amplifiés et programmés de façon plus régulière sous la direction des ministères des affaires étrangères respectifs pour garantir la pérennité du lien dans le temps.

Les visites régulières d'autorités sont également un bon outil de connaissance respectueuse.

Dans le cadre de la défense, elles sont autant d'occasions de discussions entre états-majors spécialisés. Des rapports de confiance s'établissent, les questions délicates sont évoquées ou expliquées. Il est ainsi possible de corriger des divergences de perception et d'en tirer des enseignements pour progresser en matière de communication.

Les opportunités d'amélioration de la coopération sont systématiquement recherchées de façon informelle avant de les proposer aux autorités centrales nationales respectives.

Ces visites doivent être multipliées. Elles devraient s'effectuer de façon routinière, à des échelons plus modestes que ceux connus aujourd'hui, pour évacuer leur aspect protocolaire et officiel et privilégier l'enrichissement respectif.

Ces actions doivent être complétées en proposant systématiquement aux partenaires du bassin d'associer des observateurs des forces armées aux différentes activités d'entraînement programmées dans un pays.

En quelque sorte, il s'agit de mesures très proches des « mesures de confiance », au sens des accords d'Helsinki avec l'ex-Bloc de l'est. Elles doivent cependant être adaptées aux particularismes régionaux et aux potentiels en présence.

Ces mesures de confiance sont nécessaires pour créer un tissu serein de relations internationales.

- Développer l'échange de formation des hommes

L'action de formation est fondamentale pour la coopération.

Elle constitue un enrichissement au profit des hommes qui en bénéficient, et à travers eux des pays auxquels ils appartiennent, mais les fournisseurs de formation en tirent également de l'intérêt par la meilleure connaissance de leurs correspondants, de leur façon de voir les choses et de leurs besoins. Cette action constitue un outil remarquable de « connivence ».

La formation a aussi une importance considérable dans la perspective d'une meilleure capacité à agir entre marines. Une connaissance partagée, des méthodes communes et des processus identiques favorisent bien sûr l'élaboration d'un savoir-faire en commun.

Il faut ajouter que la circulation des personnes engendrées par le partage de formation contribue à une meilleure connaissance réciproques des hommes, des sociétés, des pays et des produits qui peut avoir des conséquences positives sur les choix ultérieurs. Le tourisme tunisien, les produits artisanaux marocains ou la cuisine maghrébine ont plus de séduction pour le professeur nord-européen qui a séjourné quelques mois dans l'un de ces pays que pour d'autres. Le stagiaire maghrébin en Italie ou en Espagne aura une sensibilité différente à l'égard des produits de ces pays car il y aura laissé des amis et des relations.

Au delà, les relations établies à l'occasion de ces actions de formation, de part et d'autres, permettent de tisser un réseau d'influence, qui par la solidarité qu'il fera émerger sera bénéfique au bon traitement des affaires de la région.

Ces actions de formation doivent donc être développées. Pour cela il serait souhaitable, dans le cadre des rencontres interministérielles proposées ci-dessus, d'élaborer à partir des besoins identifiés, des échanges de coopérants en s'efforçant de proposer des postes également au nord du bassin. On peut ainsi imaginer des fonctions de formateurs dans des écoles de la Défense au Maghreb mais aussi des fonctions dans des états-majors européens pour des spécialistes du combat en zone désertique ou de l'emploi des vedettes.

- Valoriser les savoir-faire et les productions nationales respectives,

Les pays européens disposent de moyens et d'équipements qui le plus souvent relèvent d'une technologie avancée. Leur mise en oeuvre est assurée par des organisations évoluées qui ont été validées par l'expérience. Ce savoir-faire, à la fois technique et fonctionnel, n'est pas toujours maîtrisé dans les pays du sud du bassin qui peuvent être demandeurs.

A titre d'exemples, il est possible d'évoquer la tenue de la situation aéromaritime sur le bassin occidental de Méditerranée, l'installation et le fonctionnement de réseaux de surveillance du trafic maritime, l'organisation du secours en mer en cas d'événement grave de grande ampleur ou la lutte contre des pollutions accidentelles maritimes étendues.

Au delà de la capacité à faire fonctionner, à faire communiquer et à dépêcher des moyens d'alerte il y a aussi derrière ce savoir-faire l'importante question de la standardisation des équipements. En effet, savoir coopérer c'est d'abord disposer de moyens compatibles et interopérables.

Il est certain que nos pays ont intérêt à promouvoir des organisations et des procédures communes. Celles-ci pourraient l'être en concertation.

Les exercices anti pollution devraient pouvoir faire l'objet d'invitations au profit des autres pays riverains. Les centres de recherche et de sauvetage pourraient multiplier les propositions de stages. Les installations de sémaphores, les remorqueurs modernes, les

hélicoptères etc. ... devraient ouvrir plus systématiquement leurs portes aux visiteurs professionnels.

Mais aussi les pays qui ont le savoir-faire et les moyens pourraient proposer d'organiser exercices et entraînement dans les pays intéressés. En échange, les pays moins avancés contribueraient à la connaissance de la situation de la zone en s'intégrant dans des réseaux de vigilance, en fournissant des concours de veille sur leurs territoires et en offrant des facilités pour l'intervention dans les zones aéromaritimes proches.

L'intervention sur une catastrophe maritime d'importance ou sur un accident polluant pourrait être encore mieux préparée entre les riverains de la Méditerranée. De nouvelles rencontres permettraient de coordonner les axes d'effort pour l'équipement et de prévoir la répartition des charges en élaborant des accords préalables accompagnés de dispositions d'urgence. La relance de ce type de planification représenterait un réel progrès en matière de coopération. Elle aussi pourrait être initiée par la rencontre interministérielle déjà proposée ci-dessus.

- Promouvoir une meilleure connaissance respective des organisations et des acteurs chargés de coordonner les activités dans l'espace aéromaritime méditerranéen

De fait, le premier axe de coopération en Méditerranée pourrait s'appliquer à :

- la lutte contre les trafics illicites de tous genres,
- le suivi des mouvements maritimes,
- la surveillance des flux migratoires,
- la coordination des moyens antipollution, de sauvetage etc.

Dans la vie quotidienne, la coopération entre l'Italie, l'Espagne et la France dans le bassin occidental au profit des missions de sauvetage, de la lutte contre la pollution ou dans la maîtrise des trafics en tous genres est bien avancée. Elle pourrait mieux associer les pays du sud.

Il existe là un véritable besoin de coopération qui relève de préoccupations communes. Ce domaine pourrait donc devenir le premier axe à suivre. Il serait riche d'enseignements mais aussi de progrès.

Deux préalables seraient alors nécessaires qu'il faudrait très clairement afficher et soutenir :

- tout d'abord rapprocher les différents organismes qui, dans chaque pays ont une responsabilité quelconque dans les domaines cités et s'efforcer d'identifier les bons correspondants.

En effet, chaque nation a une organisation différente qu'il est parfois difficile de bien percevoir de l'étranger. Il importe donc d'indiquer respectivement et précisément « qui fait quoi ? ». Ultérieurement il sera souhaitable de rechercher des organisations les plus proches possibles au moins pour la conduite des opérations.

- ensuite la capacité à coopérer dans l'espace aéromaritime est subordonnée à celle de tenir une situation commune des mobiles qui se déplacent dans cet espace.

Il est, en effet, indispensable que chaque pays concerné dispose d'une information cohérente sur les positions et identités des navires et aéronefs présents dans la zone pour échanger des renseignements puis coordonner d'éventuels moyens d'action avec les autres

riverains. Cela suppose un système informatique d'échanges et d'exploitation des données interopérable entre les centres opérationnels respectifs et une certaine décentralisation des décisions.

Il y a là un vaste projet tant politique qu'économique qui vaut d'être tenté.

Etudier en concertation le besoin, définir une organisation commune, élaborer des procédures, préciser les spécifications des équipements, apporter la démonstration de l'efficacité de systèmes déjà existants, proposer des protocoles d'accord sont des tâches que la rencontre interministérielle déjà citée pourrait promouvoir.

Et après ?

Lorsque l'ensemble des initiatives proposées aura été mis en oeuvre, un grand pas aura été franchi en matière de confiance. Il est raisonnable de penser que la plupart des motifs de défiance aura été écartée et que les coopérations établies auront permis de développer le sens de l'interdépendance et de la solidarité.

Il sera alors possible d'aller plus loin:

- tout d'abord, en élargissant les occasions de rencontres et de coopération à d'autres pays plus lointains du bassin comme les Européens du nord . En effet, la démarche proposée s'inscrit pleinement dans le processus voulu par les conclusions de la conférence de Barcelone de 1995. Elle constitue une sorte d'étape à laquelle les autres pays participant auront sans doute à coeur de s'associer dans le respect de leurs engagements.
- puis en proposant aux pays du bassin oriental intéressés, un savoir faire et une expérience certainement transposable. Ils pourraient d'abord s'associer aux activités programmées dans le bassin occidental puis développer des liens et des projections vers l'est.
- enfin, d'autres domaines que la Défense pourront rapidement bénéficier de démarches similaires. Pourquoi ne pas appliquer les solutions proposées à une meilleure coopération économique dans la région et à un échange accru de savoir-faire. Des coordinations d'action culturelle, impliquant un plus grand nombre de pays méditerranéens, pourraient créer une dynamique moins coûteuse et valoriser l'idée d'une communauté culturelle.

4 - Conclusion

La coopération dans la confiance sur des actions concrètes et dénuées d'ambiguïté ou de suspicion me paraît la voie la plus sûre pour atteindre cet enjeu essentiel du XXIème siècle: établir les conditions de paix et de stabilité nécessaires, en Méditerranée, au développement harmonieux des populations et des sociétés riveraines pour le plus grand profit de l'homme.

C'est seulement après avoir assuré un environnement politico-stratégique confiant que les enjeux économiques et culturels pourront être brigués, sauf à se soumettre à l'autorité d'une puissance dominante.

C'est pourquoi, afin d'atteindre un équilibre relationnel serein entre les nations méditerranéennes, dans la paix et la stabilité, avec le souci du respect des cultures et des religions des hommes, il semble fondamental de rechercher avec détermination et pugnacité le plus grand nombre d'actions de coopération à mettre en oeuvre. Certes au début, il sera

sans doute préférable de restreindre nos ambitions à des applications sur le bassin occidental, mais très rapidement par la force de l'exemple d'autres pays de la région nous rejoindrons dans cette démarche collective.

Jean-François Coustillière – avril 1999

Sources des statistiques: QUID 1998, Etat du monde 1998, Rapport RAMSES 1998